

Sozialpartnerkompromiss alternativlos

In der Vernehmlassung ist der Vorschlag des Bundesrats nicht nur auf Zustimmung gestossen.

Die vorgebrachten Alternativen sind in den Augen von Gabriela Medici, Zentralsekretärin des Schweizerischen Gewerkschaftsbunds (SGB), zu wenig ausgegoren. Eine Verzögerung wegen der Coronakrise liegt nicht drin.

Frau Medici, wie beurteilen Sie die Vernehmlassungsantworten zur Reform, die dem von Ihnen miterarbeiteten Kompromissvorschlag entspricht?

Die Vernehmlassungsantworten zeigen auf, dass die BVG-Reform nur gelingen kann, wenn der Rentenerhalt garantiert ist sowie Verbesserungen für Teilzeitanestellte und eine Glättung der Altersgutschriften für ältere Arbeitnehmende erfolgen. An diesen Zielen haben sich die Sozialpartner orientiert. Zwar unterscheiden sich die Antworten teilweise darin, wie diese Ziele erreicht werden sollen. Es fällt aber auf, dass keine in sich geschlossenen alternativen Lösungen vorgeschlagen werden, die bereits rein rechnerisch alle diese Ziele erfüllen – ohne umlagefinanzierten Rentenzuschlag.

Dennoch stösst der Rentenzuschlag auf viel Ablehnung.

Zunächst ist das Ausmass der Ablehnung zu relativieren. Verschiedene Organisationen, Parteien und Verbände begrüssen den Rentenzuschlag nicht nur, sondern fordern seine Umsetzung als Mindestvoraussetzung, sich mit der BVG-Reform einverstanden erklären zu können. Wiederum andere lassen sich dahingehend vernehmlassen, dass sie angesichts des austarierten Kompromisses und des Reformdrucks dazu bereit sind, die Reform so wie vorgeschlagen mitzutragen. Die Ablehnung kommt primär aus der Vorsorge- und Bankenbranche. Ihr Hauptargument gegen das solidarische Umlageelement ist, dass der Zuschlag «systemfremd» sei. Systeme können und sollen aber, wenn nötig, rasch angepasst werden. Sodass sie der Bevölkerung dienen und nicht umgekehrt. Reformen der



Gabriela Medici

Altersvorsorge können nur gelingen, wenn sie der Bevölkerung nützen. Da ist die Umlagekomponente für tiefe und mittlere Einkommen überzeugend. Weit überzeugender als die – notabene in einer Sozialversicherung – ebenso systemfremden Geldabflüsse und Gewinne, die die 2. Säule ebenfalls prägen und die im Kompromissvorschlag nicht angetastet werden. Der Rentenzuschlag ist aber nicht nur sozial, sondern in einer Situation, in der man mit relativ sicheren, langfristigen Anlagen eigentlich sogar Geld verliert, auch ökonomisch sinnvoll. Für den SGB ist ein Verzicht auf die Umlagekomponente deshalb ausgeschlossen.

Sie haben die Ablehnung durch die Vorsorgebranche angesprochen. Was halten Sie vom Vorschlag des ASIP?

Der ASIP will die Kompensationen für die Übergangsgeneration einzig über die Reserven der jeweiligen Kassen finanzieren. Dass dies nicht funktioniert, haben auch die bürgerlichen Parteien längst verstanden, das zeigen ihre Vernehmlassungsantworten deutlich. Eigentlich befremdlich, wenn ein Branchenverband die Realitäten, innerhalb seiner Mitglieder, weniger deutlich anerkennt.

Was halten Sie davon, Gelder der SNB zur Finanzierung der BVG-Reform zu verwenden?

Viele haben innerhalb kurzer Zeit realisiert, dass die SNB-Milliarden in die Altersvorsorge müssen. Das ist positiv. Der SGB arbeitet nach wie vor daran, dass die SNB-Gewinne für eine stärkere AHV eingesetzt werden – da kommen sie allen zugute, auch jenen Frauen, die weiterhin keine BVG-Rente erhalten. Denn heute erhalten ein Drittel aller Frauen bei Renteneintritt keine Rente aus der 2. Säule. Insofern gehen die Beschlüsse des Nationalrats in der Sommersession – wonach die Erträge der SNB aus den Negativzinsen der AHV zukommen sollen – in die richtige Richtung.

Wie geht es weiter mit der Reform?

Der SGB wird sich gemeinsam mit den Kompromisspartnern weiterhin dafür einsetzen, dass der Bundesrat den Reformvorschlag so rasch wie möglich dem Parlament unterbreitet. Seit Einführung des Drei-Säulen-Systems zu Beginn der 1970er Jahre vertreten die Gewerkschaften und Arbeitgeber erstmals die gleiche Position zur 2. Säule. Das zeigt das grosse Mehrheitspotenzial des Vernehmlassungsvorschlags. So etwas aufs Spiel zu setzen, wäre leichtsinnig.

Hat der Lockdown einen Einfluss auf den Zeitplan?

Die Coronakrise und der Lockdown haben viel Energie und Ressourcen gekostet. Wir hoffen dennoch, dass die parlamentarischen Debatten noch dieses Jahr aufgenommen werden können. |

Interview (schriftlich): Gregor Gubser

Le compromis des partenaires sociaux sans alternative

La proposition du Conseil fédéral n'a pas seulement suscité des avis favorables dans le cadre de la consultation. Aux yeux de Gabriela Medici, secrétaire centrale de l'Union syndicale suisse (USS), les options qui sont proposées en alternative ne sont pas assez mûrement réfléchies.

Le coronavirus ne doit pas freiner la réforme.

Madame Medici, que pensez-vous des réponses à la consultation sur la réforme basée sur la solution de compromis que vous avez contribué à élaborer?

Les réponses à la consultation montrent que la réforme de la LPP ne peut réussir que si les prestations de rente sont maintenues, la situation des salariés à temps partiel est améliorée et les bonifications de vieillesse des travailleurs âgés sont lissées. Les partenaires sociaux ont pris ces objectifs pour repère. Certes, les moyens par lesquels on veut atteindre ces objectifs diffèrent parfois. Il est toutefois frappant de constater qu'aucune solution alternative cohérente n'est proposée qui réponde, ne serait-ce qu'en termes purement arithmétiques, à tous ces objectifs – sans supplément de rente financé par répartition.

Et pourtant, le supplément de rente rencontre beaucoup d'opposition.

Tout d'abord, il convient de relativiser cette opposition. Bon nombre d'organisations, partis et associations non seulement saluent le supplément de rente, mais exigent même sa mise en œuvre comme condition minimale pour pouvoir accepter la réforme de la LPP. D'autres déclarent qu'ils sont prêts à soutenir la réforme telle que proposée parce que le compromis est équilibré et que la réforme est une nécessité. Le rejet provient principalement des milieux de la prévoyance et des banques. Leur principal argument contre l'élément de solidarité par répartition est que le supplément est «étranger au système». Les systèmes peuvent et doivent toutefois évoluer rapidement au gré des besoins. Pour qu'ils

servent la population et non l'inverse. Les réformes de la prévoyance vieillesse ne peuvent réussir que si elles profitent à la population. La composante «répartition» en faveur des revenus faibles et moyens est convaincante à cet égard. Bien plus convaincante dans une assurance sociale, soit-dit en passant, que les sorties de capitaux et les bénéfices qui caractérisent également le deuxième pilier et auxquels la solution de compromis ne touche pas. Par ailleurs, le supplément de rente est non seulement socialement judicieux, mais aussi économiquement raisonnable à l'heure où l'on perd effectivement de l'argent avec des placements relativement sûrs et de long terme. Pour l'USS, renoncer à la composante de répartition n'est donc pas une option.

Vous avez mentionné le rejet par les milieux de la prévoyance. Que pensez-vous de la proposition de l'ASIP?

L'ASIP veut financer la compensation pour la génération transitoire uniquement par les réserves des caisses de pensions concernées. Même les partis bourgeois ont compris depuis longtemps que cela ne fonctionnerait pas comme le montrent clairement leurs réponses à la consultation. Il est en fait étrange qu'une association professionnelle ait une perception moins claire de la situation réelle de ses membres.

Que pensez-vous de l'idée d'utiliser des fonds de la BNS pour financer la réforme de la LPP?

En peu de temps, l'idée que les milliards de la BNS devraient aller dans la prévoyance vieillesse a fait beaucoup de chemin. C'est une bonne chose. L'USS

continue à militer pour un renforcement de l'AVS par ces milliards. Tout le monde en profiterait, y compris les femmes qui ne perçoivent toujours pas de rente LPP. Et elles sont encore un tiers ces femmes aujourd'hui à ne pas avoir de 2^e pilier à la retraite. De ce point de vue-là, le Conseil national a fait un pas dans la bonne direction en décidant, lors de sa session d'été, que les bénéfices de la BNS provenant des taux d'intérêt négatifs devaient aller à l'AVS.

Quelle est la prochaine étape de la réforme?

Avec ses partenaires qui ont participé à l'élaboration du compromis, l'USS continuera à œuvrer pour que le Conseil fédéral soumette la proposition de réforme au Parlement dans les meilleurs délais. Depuis l'introduction du système des 3 piliers au début des années 1970, les syndicats et les employeurs défendent pour la première fois la même position dans le 2^e pilier. Cela montre le grand potentiel consensuel de la proposition mise en consultation. Il serait imprudent de mettre ce potentiel en péril.

Est-ce que le confinement a affecté le calendrier?

La pandémie du coronavirus et le confinement ont coûté beaucoup d'énergie et de ressources. Mais nous espérons néanmoins que les débats parlementaires pourront être lancés encore cette année. |

Propos recueillis par écrit par:
Gregor Gubser